

## Grand Froid : combien de temps perdurent les places pour les sans-abri ?

Par Nathalie Birchem, le 20/12/2022 à 07h13

Depuis une dizaine de jours, les préfetures ont ouvert en urgence des places pour les sans-abri, dans le cadre du plan « grand froid ». Mais que deviennent-elles quand les températures remontent ?



Le 12 décembre, alors que les températures plongeaient en dessous de 0 dans une bonne partie de la France, le ministre du logement Olivier Klein écrivait aux préfets pour leur demander de recenser les bâtiments vacants susceptibles d'accueillir des sans-abri. Deux jours plus tard, « *on recensait 4 163 places d'hébergement ouvertes dans quatre régions, l'Île-de-France, le Grand Est, Auvergne-Rhône-Alpes et la Normandie dans le cadre du plan grand froid* », explique-t-on au ministère du logement.

Hébergements d'urgence : au 115 de Seine-Saint-Denis, « tout est saturé, je suis désolé »

Le plan grand froid est un dispositif destiné à protéger les populations les plus vulnérables, notamment les sans-abri. Il peut être activé par les préfetures entre le 1er novembre et le 31 mars, en fonction des prévisions météorologiques. Sous le vocable « grand froid », il existe en fait trois niveaux de vigilance. Le niveau 1 est déclenché en cas de températures positives le jour, qui descendent la nuit entre - 5 et - 10 °C pendant au moins deux jours consécutifs. Le niveau 2 correspond à des températures négatives le jour et entre - 10 et - 18 °C la nuit. Le niveau 3 est activé quand le mercure tombe en dessous de 0 le jour et sous les - 18 °C la nuit.

## Sans-abri : Paris, Lyon, Bordeaux... Les mairies de gauche se mobilisent

En réalité, *« c'est le préfet qui prend la décision en fonction de son écosystème local »*, reprend-on au ministère du logement, où l'on précise que *« ce déclenchement permet non seulement d'ouvrir des places, mais aussi de renforcer les maraudes, d'étendre les horaires des accueils de jour et les moyens du 115 »*.

Un coût moyen de 150 000 € par jour

Mais que deviennent ces places quand les températures augmentent ? *« Elles ne vont pas être refermées dès que l'on va revenir au-dessus de 0 »*, affirme le cabinet d'Olivier Klein. Pour autant, *« ces places situées le plus souvent dans des gymnases ou dans des locaux vacants pour des durées temporaires n'ont pas vocation à être pérennisées au-delà de la période hivernale »*. D'ici là, *« des travailleurs sociaux vont essayer de trouver des places ailleurs pour éviter que les personnes soient remises à la rue quand ces places vont fermer »*. Cet accompagnement social, ainsi que les frais d'aménagement des locaux mis à disposition, représentent un coût moyen de 150 000 € par jour.

## Le gouvernement renonce à supprimer des places en hébergement d'urgence

Par ailleurs, cet effort de plus de 4 000 places temporaires sera loin de suffire. *« C'est difficile de recenser les personnes à la rue, mais si on se réfère aux appels au 115, on sait que depuis septembre, on a chaque jour entre 5 000 et 6 000 demandes non pourvues de personnes qui appellent le 115 pour avoir un toit et n'en obtiennent pas »*, explique Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé-Pierre. *« Or on sait que ces chiffres sont très sous-estimés car au moins deux tiers des sans-abri n'appellent pas le 115. »*

Créer non plus des hébergements mais des logements

Pourtant, pendant la crise sanitaire, le gouvernement a bien créé quelque 40 000 places supplémentaires pendant la trêve hivernale, qui a ensuite été prolongée, soit beaucoup plus que les 10 000 à 12 000 habituellement ouvertes durant un hiver normal. Surtout, il a décidé en 2021 de les pérenniser, portant à quelque 198 000 le parc national de l'hébergement d'urgence. Il entendait ensuite en fermer 14 000 sur deux ans. Mais, devant les alertes des associations sur la recrudescence des personnes à la rue depuis l'été, le ministre Olivier Klein y a renoncé en octobre. *« À l'époque, quand on avait rencontré les associations, le sentiment était que cela suffirait pour faire face à la demande »*, affirme-t-on au ministère de logement, qui ajoute : *« Mais on a pu constater depuis que cela n'a pas été le cas. »*

## Pouvoir d'achat : le vrai poids du logement

Pour autant, la création de nouvelles places d'hébergement d'urgence pérennes n'est à ce jour pas envisagée. Le ministère, qui planche sur la création d'un « observatoire des besoins » pour y voir plus clair, compte plutôt sur la deuxième étape de son plan *« Logement d'abord »*, attendu début 2023, qui va consister à créer non plus des hébergements mais des logements dans des HLM, des pensions de famille ou dans le privé solidaire.

Nathalie Birchem